



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## **Appel d'Offre ouvert**

En application des articles L 2124-1, 2162-4, 2162-13 et 2162-14  
du Code de la commande publique.

Achat de Fournitures de bureau, Papier d'impression.

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Ministère de l'Intérieur**

**Préfecture de la région de Guyane \_ service de l'État**

**Représenté par M. le Préfet de la Région de Guyane**

**Rue Fiedmond - CS 5708**

**97307 Cayenne Cedex**

**Numéro de la consultation :2024M0005**

**Code CPV : 30192000-** Fournitures de bureau.

**30197630-** Papier d'impression,

## Sommaire

<b>ARTICLE 1. IDENTIFICATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. FORME DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5. FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7. LIEU D'EXÉCUTION.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9. SOUS TRAITANCE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 10. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
10.1. Représentation des parties.....	6
10.1.1 Représentation de l'acheteur.....	6
10.1.2 Représentation du titulaire.....	6
10.2. Conditions d'exécution.....	6
10.2.1 Émission et exécution des bons de commande.....	6
10.2.2 Pilotage.....	7
10.2.3 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance.....	7
10.3. Obligations du titulaire.....	8
10.3.1 Obligation de conseil et plan de progrès.....	8
10.3.2 Obligation d'information.....	8
10.3.3 Mesures de sécurité.....	8
<b>ARTICLE 11. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....</b>	<b>8</b>
11.1. Considérations sociales.....	9
11.2. Considérations environnementales.....	9
11.3. Traitement de données à caractère personnel.....	9
11.4. Confidentialité et secret des affaires.....	9
11.5. Clause de réexamen.....	9
11.6. Constatations de l'exécution des prestations.....	11
11.6.1 Opérations de vérification.....	11
11.6.2 Décisions après vérification.....	11
11.7. Pénalités.....	11
11.7.1 Pénalités de retard.....	12
11.7.2 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre.....	12
<b>ARTICLE 12. RÉGIME FINANCIER.....</b>	<b>12</b>
12.1. Forme et contenu des prix.....	12
12.2. Variation des prix.....	13
12.3. Avances.....	13
L'avance versée aux membres d'un groupe.....	14

Le remboursement de l'avance.....	14
12.4. Modalités financières.....	14
Répartition des paiements.....	14
Retenue de garantie et cautionnement.....	14
Intérêts moratoires.....	14
Modalités de facturation.....	15
Paie ment par carte d'achat.....	16
12.5. Suivi financier du montant maximum de l'accord cadre à bons de commande..	16
12.6. Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	16
<b>ARTICLE 13. DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>17</b>
13.1. Échanges dématérialisés.....	17
13.2. Langue.....	17
13.3. Propriété intellectuelle.....	17
13.4. Assurance.....	17
13.5. Autres obligations administratives.....	18
13.6. Résiliation.....	19
13.7. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	19
13.8. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	19
13.9. Différends.....	22
13.10. Litiges et contentieux.....	22
<b>ARTICLE 14. DÉROGATIONS.....</b>	<b>22</b>

## ARTICLE 1. IDENTIFICATION

L'acheteur est

Ministère de l'Intérieur

Préfecture de la région de Guyane \_ service de l'État

Représenté par M. le Préfet de la Région de Guyane

Rue Fiedmond - CS 5708

97307 Cayenne Cedex

Le comptable public assignataire des paiements est le Directeur Général des Finances Publiques de Guyane.

## ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre a pour objet l'achat et la livraison de fournitures de bureau et de papier reprographique pour tous les services de la Direction Territoriale de la Police Nationale de Guyane (DTPN) .

## ARTICLE 3. FORME DE LA CONSULTATION

Le présent marché est un accord cadre passé selon la procédure d'appel d'offre au sens des articles L.2125-1 et R.2162-2 à 2162-6 du code de la commande publique.

## ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT

Le marché est composé de deux lots :

N°	Intitulés des lots
Lot 1	Fournitures de bureau
Lot 2	Papier d'impression

## ARTICLE 5. FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot de l'accord-cadre est mono-attributaire.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à

Intitulé des lots	Montant maximum annuel
Lot 1 - fournitures de bureau	150 000,00 €
Lot 2 - papier reprographique A4 – A3	80 000,00 €

**Chaque lot concerné** cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum **annuel** aura été atteint.

**Le titulaire du lot doit alerter l'acheteur lorsque le montant atteint représente 80 % du montant maximal de chaque lot.**

#### **ARTICLE 6. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu pour une période de 12 mois à compter de la date de notification renouvelable trois fois par période de 12 mois par tacite reconduction sans que la durée totale n'excède 48 mois.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, le titulaire sera informé de la décision au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché.

#### **ARTICLE 7. LIEU D'EXÉCUTION**

Tous les services de la DTPN de Guyane.

Les fournitures seront livrées sur des sites à Cayenne et Matoury.

#### **ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante, :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- Le bordereau de prix unitaires,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG -FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, et publié au JO du 21 avril 2021 en vigueur à la date de publication,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le devis type
- Le catalogue restreint
- Le règlement de consultation
- Le cadre du mémoire technique

#### **ARTICLE 9. SOUS TRAITANCE**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaire en vigueur.

**Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance.** Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

**La sous-traitance totale des prestations est interdite.**

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance téléchargeable sur le site :

[http://www.economie.gouv.fr/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaire](http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaire)

## **ARTICLE 10. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **10.1. Représentation des parties**

#### **10.1.1 Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **10.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés, à la notification du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au service bénéficiaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le remplacement temporaire ou définitif (maladie, départ de l'entreprise, etc.) de cet interlocuteur doit être immédiatement notifié aux bénéficiaires du marché. Le remplaçant doit correspondre à un profil au moins équivalent.

Le titulaire a une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles du marché, qu'il s'agisse de documents à caractère technique ou administratif. En cas de non-respect par le titulaire d'une quelconque de ses obligations contractuelles, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché selon les modalités prévues à l'article 11.VII du présent document.

### **10.2. Conditions d'exécution**

#### **10.2.1 Émission et exécution des bons de commande**

L'exécution du marché se fait au fur et à mesure de la survenance du besoin par l'émission de bons de commande, sans négociation ni remise en concurrence.

Chaque bon de commande est émis durant la période de validité du marché. Pour les bons de commande émis au plus près de la période de fin de validité du marché, leur période d'exécution ne peut se prolonger au-delà de 4 mois après sa date limite de validité.

La constatation de cette notification déclenche le délai d'exécution qui, s'il n'est pas respecté, ouvre droit à l'application de pénalités à l'encontre du titulaire.

**Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :**

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service en charge du paiement
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant
- le montant total du bon de commande
- la date de livraison
- les lieux de livraison
- la référence au devis

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de **48 heures (2 jours ouvrés)**, à compter de la date de réception du bon de commande, pour faire **connaître ses observations éventuelles (indisponibilité des produits, rupture de stock, retard de livraison, etc.) au service logistique, émetteur du bon de commande. Passé ce délai, la commande est réputée être acceptée.**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

### 10.2.2 Pilotage

Le titulaire, ou le groupement titulaire, du lot transmet à l'acheteur à une fréquence semestrielle un état de son activité.

**Cet état d'activité comprend :**

- la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant,
- le nombre d'avoirs émis,
- le nombre de factures rejetées.

### 10.2.3 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour

des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

### **10.3. Obligations du titulaire**

#### **10.3.1 Obligation de conseil et plan de progrès**

Le titulaire/Les titulaires de l'accord-cadre est/sont tenu(s) à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire/les titulaires ne respecte(nt) pas cette obligation, il/ils ne saurait/sauraient se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir **semestriellement** un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

#### **10.3.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **10.3.3 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. **Ces mesures sont définies** précisément dans le cahier des clauses techniques

### **ARTICLE 11. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.



### **11.1. Considérations sociales**

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

### **11.2. Considérations environnementales**

Les spécifications techniques à caractère environnemental sont traitées à l'article 4 du cahier des clauses techniques particulières

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

### **11.3. Traitement de données à caractère personnel**

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

### **11.4. Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### **11.5. Clause de réexamen**

Le titulaire exécute les prestations conformément à la description faite dans le CCTP et à l'offre remise.

En application des articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 25 sur la clause de réexamen du CCAG-FCS, la présente clause de réexamen éventuel pour augmentation exceptionnelle et temporaire des prix peut être mise en œuvre dans les conditions définies ci-après.

En cas d'augmentation exceptionnelle des coûts d'exécution du marché, résultant de circonstances extérieures aux parties, imprévisibles et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché des sommes représentant plus de dix (10) % du prix stipulé au BPU et révisé le cas échéant conformément au présent CCTP, les parties pourront décider de mettre en œuvre le présent mécanisme de réexamen temporaire des prix dans les conditions définies ci-après, étant précisé qu'il s'applique par ligne de BPU.

Le titulaire adresse à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé ci-dessus. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement, de le chiffrer et de justifier de ses causes.

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, l'acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix réexaminés permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts. L'acheteur précise également dans sa décision la durée pendant laquelle les prix réexaminés sont appliqués.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours, suivant la notification des prix réexaminés, pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai il est réputé avoir accepté les prix réexaminés fixés par l'acheteur.

En cas d'acceptation, les prix réexaminés s'appliquent immédiatement en lieu et place des prix du BPU pendant la durée fixée par l'acheteur. En l'absence de nouvelle demande de réexamen avant le terme de cette durée, les prix initiaux redeviennent applicables. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables.

**L'ensemble des prix réexaminés ainsi notifiés pourront être modifiés par l'acheteur en cas de baisse des coûts au cours de l'exécution du marché et sans l'accord préalable du titulaire. Ces prix seront les prix initiaux stipulés au BPU et, le cas échéant, révisés conformément au présent CCAP.**

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen éventuel pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou qu'elles n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation et/ou de l'exécution du contrat donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes. La rédaction de cet avenant incombe au pouvoir adjudicateur.

## **11.6. Constatations de l'exécution des prestations**

### **11.6.1 Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG – FCS. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité et la qualité définies au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée et/ou la qualité n'est pas conforme au marché ou à la commande, l'acheteur peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison nonobstant les pénalités de retard.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et/ou la qualité et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

### **11.6.2 Décisions après vérification**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG - FCS.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées dans les 15 jours suivant la livraison par le titulaire sur demande verbale ou écrite de l'acheteur nonobstant les pénalités de retard.

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou de la commande, le représentant de la Personne Publique peut :

- soit la refuser, elle doit alors être immédiatement remplacée par le titulaire du marché sur mise en demeure verbale,
- soit l'accepter, avec réfaction de prix déterminée d'un commun accord, le défaut d'accord entraînant le rejet de la fourniture.

En application de l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai de vérification est de 15 jours francs.

## **11.7. Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

D'une manière générale :

- les pénalités s'appliquent à des retards ou à des manquements dans l'exécution,
- les réfections s'appliquent à des défauts dans l'exécution.

Toutes les pénalités et réfections mentionnées ci-dessous sont appliquées sur le montant HT de la facture.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service par tout moyen de preuve et notamment un message informant le titulaire de la situation.

### 11.7.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison ou de livraison de commandes incomplètes est dépassé le titulaire du marché encourt, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable **une pénalité de 50 euros.**

Les stipulations ci-dessus s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé au présent marché. *cf CCTP article 16.*

### 11.7.2 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre

Pénalité	Montant
Retard dans la communication de l'état semestriel de consommation du présent-accord cadre	100 € par mois de retard pour la communication du rapport
Communication incomplète de l'état de consommation du présent-accord cadre	50,00 €
Manquement du titulaire à son obligation de prévenir l'acheteur lorsque les consommations atteignent 70 % du montant maximal du lot – Article 5 du présent CCAP.	100 € dès le constat de cette omission

## ARTICLE 12. RÉGIME FINANCIER

### 12.1. Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le catalogue restreint, annexé à l'acte d'engagement.

La remise prévue à l'acte d'engagement, consentie par le titulaire est appliquée sur le prix global du bon de commande pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Les prix s'entendent tous frais compris. Ils sont notamment réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (notamment, les frais relatifs au transport et à la manutention des matériels),
- les garanties,
- les marges pour risque,
- les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

## 12.2. Variation des prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires du BPU de chaque lot (annexe de l'acte d'engagement) aux quantités réellement commandées.

Les prix unitaires proposés sont fermes et définitifs pendant la première année d'exécution du marché et sont révisables les années suivantes.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois **M0, correspondant à la date limite de remise des offres.**

Les prix sont réputés fermes pour la durée initiale du marché. Ils ne pourront faire l'objet d'une revalorisation **qu'une fois par an** à la date anniversaire du présent marché selon la clause définie ci-après.

$$P = P_o * (0.15 + 0.85 * (V_n/V_o))$$

Dans laquelle : P = Prix révisé

**P<sub>o</sub> = Prix en vigueur indiqué dans le BPU établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.**

**V<sub>o</sub> = valeur de l'indice publiée au mois correspondant à la date limite de remise des offres**

V<sub>n</sub> = valeur de l'indice publiée à la date de la révision

Pour le lot 1, l'indice pris en compte est Indice INSEE – CPF 17.23 – articles de papeterie – Prix de base - base 2021 – données mensuelles brutes – 010763807

Pour le lot 2, l'indice pris en compte est Indice INSEE – CPF 17.1 – pâte à papier, papier et carton – Prix de base - base 2021 – données mensuelles brutes – 010764910

En ce qui concerne le BPU et indépendamment de la remise consentie par le prestataire, à chaque revalorisation, la liste des articles sera fournie au pouvoir adjudicateur avec mention des prix initiaux ainsi que les prix revalorisés.

**En ce qui concerne les articles achetés directement dans le catalogue, (fournitures non référencées sur le catalogue restreint de l'acheteur) à chaque changement de prix catalogue, la remise consentie par le prestataire sera directement appliquée au prix indiqué.**

**La clause limitative dite « de butoir »** s'applique : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement sera limitée à une augmentation de 2,5% maximum l'an. En cas de refus du titulaire de limiter cet ajustement à 2.5 % par an, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à la résiliation du marché sans indemnité.

## 12.3. Avances

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG FCS.

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement en application des articles R.2191-3 à R.2191-5 et R.212191-15 à R.2191-19.

#### L'avance versée aux membres d'un groupe

Lorsque le titulaire est un groupement d'entreprises, le droit à l'avance s'apprécie par rapport au montant total du bon de commande et non par rapport au montant de la part des prestations devant être exécutées par chacun de ses membres

Lorsque le marché est attribué à un groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chacune des entreprises.

A défaut d'une telle possibilité d'identification, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

#### Le remboursement de l'avance

Il sera fait application des articles R2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### **12.4. Modalités financières**

#### Répartition des paiements

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

#### Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

#### Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai

de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence de l'accord-cadre(numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries la date de livraison effective des fournitures
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés,
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer,
- le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)

En application de l'article 294 du Code Général des Impôts, la taxe sur la valeur ajoutée n'est provisoirement pas applicable dans les départements de la Guyane et de Mayotte.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>



Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

### Paielement par carte d'achat

La carte d'achat est utilisée dans le présent accord-cadre comme moyen uniquement en cas d'achat urgent entre deux commandes trimestrielles exclusivement .

#### **12.5. Suivi financier du montant maximum de l'accord cadre à bons de commande**

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état semestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de huit jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 80 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus, le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

#### **12.6. Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrés dans son prix ;



- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **ARTICLE 13. DISPOSITIONS DIVERSES**

### **13.1. Échanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par son profil acheteur PLACE permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent : par messagerie électronique

### **13.2. Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **13.3. Propriété intellectuelle**

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

### **13.4. Assurance**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la

notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### **13.5. Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire, **sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement**, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>, sur le profil acheteur

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6,

L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

### **13.6. Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : **non-remplacement de la personne nommément désignée, non respect des obligations du titulaire énoncées dans ce présent document**

### **13.7. Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

### **13.8. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. **[Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].**

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

#### Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

## **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut émaner que d'un avenant.

## **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre [OU LE CAS ECHEANT LE LOT CONCERNE] sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

### **Indemnisation**

#### **Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG FCS, relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

#### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extra-contractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée. Un pourcentage de **45 %**, du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence; **article 46.2 CCAG FCS**, et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. [ex : **coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...**]. Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### 13.9. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### 13.10. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de **la Guyane**

7 rue Victor Schoelcher BP 5030 97305 CAYENNE Cedex	Tél : 05 94 25 49 70 Courriel : <a href="mailto:greffe.ta-cayenne@juradm.fr">greffe.ta-cayenne@juradm.fr</a> <a href="http://guyane.tribunal-administratif.fr/">http://guyane.tribunal-administratif.fr/</a>
---	--

## ARTICLE 14. DÉROGATIONS

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
10.2.1	3.7.2	Constatation du l'exécution Bons de commande
11.7	14.1.3	Pénalités
11.7.1	14	Pénalités de retard